

SOMMAIRE

(CTRL + CLIC POUR ACCEDER DIRECTEMENT AUX RUBRIQUES CONCERNEES !)

- I- [Actualités de Veille au grain](#)

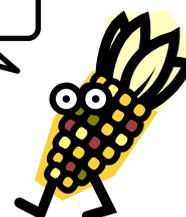
- II- [Spécial TAFTA/TIPP](#)
 - a. [Le TAFTA j'en ai entendu parler mais qu'est-ce que c'est ?](#)
 - b. [Le saviez-vous ?](#)
 - c. [Quels sont les enjeux et risques de ce traité ?](#)
 - d. [Que faire ?](#)

- III- [Actualités pesticides : glyphosate et compagnie](#)
 - a. [Que s'est-il passé ?](#)
 - b. [Glyphosate qui es-tu ?](#)
 - c. [Quels sont les problèmes identifiés ?](#)
 - d. [Quelles conséquences ?](#)
 - e. [Monsanto : I love la France](#)

- IV- [Actualités OGM : Oh, G Manqué quelque chose ?](#)

Ce n'est pas si long
que cela...

Et facile à lire !



Concours de photographies

"Les adventices, des ambassadrices
pleines de malice!"

www.veilleaugrain.org

→ LETTRE D'INFORMATION SPECIALE RESEAU

Retrouvez toutes les actualités de VAG dans la **lettre d'information spéciale réseau**. Le dernier exemplaire est en ligne [sur notre site internet](#) !

N'oubliez pas notre site internet, www.veilleaugrain.org, et surtout notre [page Facebook](#) pour partager et échanger en temps réel sur les actualités en lien avec les OGM et les pesticides !



SPECIAL TAFTA/TIPP

• LE DOSSIER ZOOM

Le TAFTA j'en ai entendu parler mais... qu'est-ce que c'est ?

L'Europe et les Etats-Unis, un marché de **14 millions de km², la moitié du PIB mondial, 820 millions de consommateurs**... De quoi faire rêver n'importe quel industriel à la recherche de nouveaux débouchés! De là à imaginer que le libre-échange règne sur cet espace, il n'y a qu'un pas que le TAFTA a franchi. *TTIP, marché transatlantique, ZLET,PTCI*... Ce traité a de multiples noms et acronymes, comme pour brouiller les pistes et se faire un peu oublier...



Le libre-échange au sein de ce gigantesque espace, but même de ce traité, entrainerait la **suppression des droits de douanes tarifaires et non-tarifaires**. Jusqu'à présent, un produit européen souhaitant arriver sur le marché états-unien devait en effet être conforme aux exigences (brevets, normes environnementales, de sécurité, sanitaires...) de ce dernier et inversement. Si le libre-échange est adopté, une harmonisation des réglementations devra être réalisée, plus question en effet pour les entreprises des deux côtés de l'Atlantique de maintenir des lignes de production différentes. Le TAFTA est donc essentiellement un vaste jeu de négociations pour des normes et standards communs.

Le saviez-vous ?



Le Parlement européen a **déjà** très largement validé ce principe le 23 mai 2013. Les 27 membres de l'Union Européenne ont donné leur accord à la Commission Européenne le 14 juin 2013 pour négocier en leur nom l'ouverture de cette zone. Les discussions autour de cet accord ont lieu depuis de très longs mois et à **huit clos** de la volonté même de l'Europe qui ne souhaite pas « *dévoiler sa stratégie* ». La Commission Européenne s'est uniquement engagée à ne pas franchir « *certaines lignes rouges* » sans davantage de précisions...

C'est donc un véritable **secret défense** qui entoure ce traité. **Même les députés européens**, qui ne peuvent jouer aucun rôle dans les négociations et qui auront juste la possibilité de donner ou non leur accord sur le texte final, n'ont le droit d'avoir accès au texte que sous surveillance d'un fonctionnaire européen et n'ont pas le droit de faire filtrer la moindre information...

Quels sont les enjeux et risques ?

Au-delà du manque de démocratie entourant ce traité et ses négociations, il existe une très forte possibilité que les règles sanitaires, sociales, environnementales négociées **soient nivelées...vers le bas**. Ces « *entraves au bon commerce* » ne sont en effet ni plus ni moins que des **protections juridiques**, fruits de longues années de réflexion, construction et entente entre tous les états européens...

Par exemple, l'Union européenne « garantit la traçabilité et l'étiquetage des organismes génétiquement modifiés (OGM) » (en dehors des animaux nourris aux OGM, des OGM non transgéniques et de la restauration collective malgré tout!). Au pays de l'oncle Sam, seuls trois états ont adopté une loi en ce sens avec en contrepartie de grands procès de la part des géants et lobbys de l'agroalimentaire. **Lequel des deux continents remporterait la bataille sur un tel sujet ?**



Quand on sait les efforts que déploie Monsanto pour pénétrer le marché européen, cela laisse songeur...

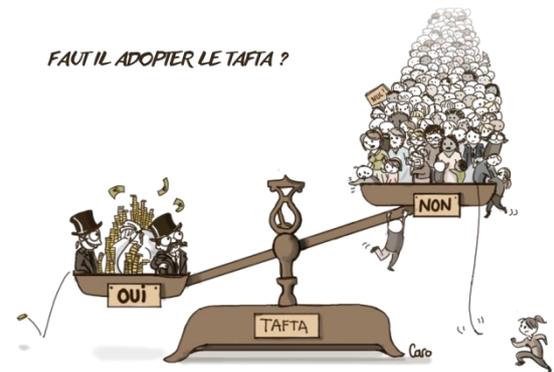
L'autre problème réside dans le fait que le TAFTA permettrait à une entreprise d'attaquer un Etat, si elle considère que ses intérêts économiques sont lésés, par le biais d'un tribunal d'arbitrage indépendant (ou ISDS) et non par les juridictions nationales. **Un exemple concret ?** Le Canada a été condamné en 2002 à verser 6 millions de dollars à la société SD Myers pour une interdiction d'exportation de déchets dangereux. Qu'en sera-t-il des sujets comme OGM, bisphénol A et gaz de schiste actuellement encadrés en France? La FNSEA par exemple n'a jamais caché que la France empêchait ses agriculteurs « d'accéder aux innovations biotechnologiques dont bénéficient tous les grands pays agricoles au monde »...



Que faire ?

Le mercredi 10 juin 2015, les eurodéputés devaient se prononcer sur le TAFTA. Ce vote a cependant été repoussé à la dernière minute. **Les raisons officielles ?** Trop d'amendements qui nécessitent un examen approfondi. **Les raisons espérées ?** La mobilisation des citoyens européens ayant signé la pétition et envoyé en masse des messages d'interpellation aux eurodéputés.

Bien que ce vote ait été repoussé, **il n'est en rien annulé!** Pour préserver les droits acquis en matière environnementale, agricole, sanitaire qui sont déjà si durs à défendre, vous pouvez encore vous engager contre le TAFTA. Pour cela :



- le « Data Gueule » consacré au sujet (3min38) : <https://www.youtube.com/watch?v=zHK1HqW-FQ0>
- la vidéo officielle (4min18) : https://www.youtube.com/watch?v=-AXPpS5n_gE
- et surtout **la pétition officielle** : <https://www.collectifstoptafta.org/agir/article/signez-l-ice-auto-organisee>

A vos souris et claviers !

ACTUALITES PESTICIDES

• LE DOSSIER ZOOM : GLYPHOSATE & COMPAGNIE

Que s'est-il passé ?

Surprise le 20 mars 2015 dernier. Le Centre International de Recherche sur le Cancer (CIRC); agence de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) dont les opinions bénéficient du plus haut niveau de reconnaissance dans la communauté scientifique et qui regroupe une vingtaine de scientifiques sélectionnés sur leurs compétences et l'absence stricte de conflits d'intérêts avec l'industrie; a classé trois pesticides dans la catégorie 2A, **c'est-à-dire « cancérogènes probables »**, dernier échelon avant la qualification de « cancérogène certain ».

Ce ne sont pas les deux insecticides (diazinon et malathion) qui ont fait parler d'eux mais bien le fameux **glyphosate**.

Glyphosate qui es-tu ?

Le glyphosate est l'ingrédient principal du non moins célèbre Roundup. Il est utilisé selon le CIRC dans plus de **750 produits** pour l'agriculture, la foresterie ou les usages urbains et domestiques. C'est une véritable « star » en France : 8 000 tonnes épandues en 2011, loin devant les 2 700 tonnes de la deuxième substance : le mancozèbe (un fongicide). Le Roundup pour sa part est utilisé, selon le directeur général de Monsanto France, par 200 000 agriculteurs et 3 millions de jardiniers. Selon un rapport de l'ANSES datant de 2010, le glyphosate est le **principal responsable du déclassement de la qualité des eaux en France**.



C'est pour résister à cette substance active que le fameux maïs MON810 de Monsanto a été génétiquement modifié, ce qui a conduit à une hausse de son augmentation selon le CIRC lui-même.

Quels sont les problèmes identifiés ?

Les études réalisées par le CIRC, portant sur les jardiniers et agriculteurs, ont montré des risques accrus de lymphome non hodgkinien, autrement dit de **maladies du sang**. Les animaux testés ont pour leur part développé un risque augmenté pour plusieurs pathologies comme certains cancers. En 2012, l'étude polémique conduite par Gilles-Eric Séralini pointait la toxicité du Roundup et ses **impacts sur les organes de détoxification du corps**, le foie et les reins ainsi que sa capacité à perturber le système hormonal.



Le CIRC est cependant resté prudent en estimant que l'ensemble de la littérature scientifique examinée ne permettait pas de conclure avec une totale certitude à la cancérogénicité du glyphosate, d'où le classement en 2A.

Quelles conséquences ?

La réaction de Monsanto ne s'est pas fait attendre. Deux jours après la sortie de l'étude, cette dernière a été qualifiée de « *science poubelle* » et la directrice générale de l'OMS a été intimée de faire « *rectifier* » l'opinion du CIRC. Opinion car ces études ne sont que purement informatives, les avis émis n'ont **pas de valeur réglementaire**. C'est donc désormais à l'Europe de décider ce qu'elle veut faire.

Cela tombe bien, le glyphosate est précisément en cours de réévaluation par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA), qui doit elle-même rendre son avis à partir des analyses fournies par l'instance allemande (BfR). BfR qui a conclu en 2014 que... « *Le glyphosate ne montre ni propriétés cancérogènes ni mutagènes, n'a aucun effet toxique sur la fertilité, la reproduction ou le développement embryonnaire ou fœtal d'animaux de laboratoire et n'est pas considéré comme posant des risques pour la santé humaine* ». Le problème est effectivement que, contrairement au CIRC, le tiers des membres du comité du BfR sont **salariés de l'agrochimie ou des biotechnologies** comme BASF et Bayer. De plus, les études issues de la recherche publique sont souvent moins favorisées que celles des entreprises chimiques grâce à la mise en place de normes valorisant les standards industriels. L'EFSA devrait rendre son avis courant été 2015, de quel côté va-t-elle se ranger ?



Monsanto : I love la France

La France bénéficie de conditions de climats et de sols exceptionnels propices aux activités de recherche et développement selon Catherine Lamboley, présidente de Monsanto SAS. 11 sites, 518 employés, premier marché sur la zone Europe-Moyen Orient-Asie, semences présentes dans 25% des terres cultivables françaises... La France, c'est donc une grande histoire pour Monsanto.

C'est peut-être cette relation passionnelle qui a vexé ses dirigeants lorsque la ministre de l'Écologie et de l'Environnement, Ségolène Royal, a annoncé **le 14 juin dernier** sur un plateau de télévision vouloir interdire le Roundup? « Abasourdi », le géant de la chimie n'a pourtant pas de quoi l'être. Ségolène Royal souhaite en effet



« seulement » que le Roundup ne soit plus disponible en libre-service dans les jardinerias au 1^{er} janvier 2016. Ceci alors que la loi Labbé prévoit déjà l'interdiction de la vente des produits phytosanitaires d'ici 2022 pour les particuliers. Quant au milieu agricole, faute jusqu'à présent d'un réel encouragement au changement de paradigme et d'un soutien aux pratiques alternatives, il se contentera du plan Ecophyto II qui vise la réduction « si possible » de l'utilisation des pesticides de 50% d'ici 2025. Sans contraintes légales...

Le ministre de l'agriculture, Stéphane Le Foll, ayant assuré que le glyphosate ne serait pas interdit faute d'alternative, **le Roundup a donc encore de beaux jours devant lui !**

ACTUALITES OGM

• LE DOSSIER ZOOM : OH, G MANQUÉ QUELQUE CHOSE ?

Lors de notre [dernier « Zoom actualité spécial OGM »](#) de **février 2015**, nous quittions l'Europe en pleine tentative de déblocage de la question des OGM à l'échelle communautaire. Pour ce faire, décision avait été prise de **laisser à chaque état** la possibilité de décider du sort des OGM au sein de son territoire. Décision qui, nous l'avons vu, n'a été appréciée ni par les antis, ni par les pros OGM !

C'est dans ce contexte que la Commission européenne présentait le 23 avril 2015 un projet de réforme des conditions d'importation des OGM en Europe. Ce dernier devait donc permettre aux Etats membres de **s'opposer à la commercialisation sur leur territoire de produits issus d'OGM** destinés à la consommation humaine ou animale. Ceci en pouvant se fonder sur des motifs autres que ceux liés aux risques pour la santé humaine ou animale, ou pour l'environnement et même s'ils étaient autorisés au niveau de l'UE.



Ce régime « à la carte » a de nouveau suscité de vives réactions. L'eurodéputé luxembourgeois vert Claude Turmes reprochant ainsi le 23 avril à « *la Commission (...) de vouloir approuver rapidement 17 autorisations dans les prochaines semaines* ».

Il n'aura fallu pas été nécessaire d'attendre si longtemps pour que cette décision soit prise. La Commission européenne a en effet autorisé dès le vendredi 24 avril **l'importation et la commercialisation** de dix-sept OGM destinés à l'alimentation humaine ou animale et de deux œillets GM. Ces décisions attendant depuis de nombreuses années et les états membres n'étant pas parvenus à un accord, c'est à elle que revenait le dernier mot...

Cette autorisation inattendue, **car moins de 48 heures après le projet de réforme**, a fait bondir le représentant permanent adjoint de la France auprès de l'UE, Alexis Dutertre : « *Dix-sept OGM alimentaires autorisés par la Commission sans attendre un accord du Conseil et du Parlement européen sur sa proposition de réforme, ça signifie qu'elle est inutilisable et que c'est une fausse option.* ».



Cette décision vaut pour tous les états européens, même ceux qui s'y sont opposés. Reste donc à la France à déployer à nouveau un arsenal juridique pour se prémunir contre ces nouveaux OGM qui s'ajoutent aux **56 autres déjà autorisés**. ..

Pour autant, EuropaBio, représentant européen de Monsanto, Bayer et autres, se réjouit : « *Les éleveurs européens utilisent beaucoup les produits des cultures génétiquement modifiées pour l'alimentation de leur bétail et il est important de leur accorder la liberté du choix* ». Le tourteau de soja est la principale source de protéines pour le

bétail. L'UE en a importé 18,5 millions de tonnes en 2013, selon les données de la Commission. 90% des importations proviennent de quatre pays - Etats-Unis, Brésil, Argentine et Paraguay - **et sont génétiquement modifiées**. Même si la France prend des dispositions nationales, rien n'empêchera donc les OGM de continuer à venir dans nos assiettes!

EuropaBio rappelle également que «*Il y a plus de 40 demandes d'OGM supplémentaires pour l'importation encore en suspens dans le système*». Autrement dit, la partie ne fait que commencer !

Il est donc plus que jamais temps **d'exiger un étiquetage des OGM** ne faisant plus abstraction des exceptions que nous évoquions au début de cette lettre ! Pour cela vous pouvez reprendre votre pouvoir de Consom'acteur en **signant la pétition** : <http://bioconsomacteursprovence.com/consommateurspascobayes/petition-n2-ogm-transparence.html>



Pour un étiquetage obligatoire des produits alimentaires issus d'animaux nourris aux OGM et tous les produits cuisinés à base de ces produits présents partout, dans la grande distribution comme dans la restauration collective dont scolaire, de la maternelle à l'université !

Encore une fois, à vos souris, et à vos claviers !



Merci de votre lecture attentive et à bientôt !!

Retrouvez nos actualités sur notre [site internet](#) et notre [page facebook](#)



Merci au Conseil régional pour son soutien

Sources :

- http://www.liberation.fr/politiques/2015/06/02/tafta-la-france-envoie-ses-nouvelles-conditions-a-bruxelles_1321001
- <http://tempsreel.nouvelobs.com/politique/elections-europeennes-2014/20140519.OBS7646/tafta-7-questions-pour-tout-comprendre-au-traite-qui-met-le-feu-a-l-ue.html>
- http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/video/2014/05/22/comprendre-la-tafta-en-cinq-questions_4424080_4355770.html
- <http://www.franceinfo.fr/emission/en-direct-de-l-europe/2014-2015/au-parlement-europeen-le-tafta-marque-le-pas-14-06-2015-06-45>
- <http://information.tv5monde.com/info/tafta-l-affolement-europeen-renforce-les-adversaires-du-traite-38291>
- <http://www.humanite.fr/au-parlement-europeen-le-tafta-ne-passe-pas-576629>
- <http://www.reporterre.net/Le-TAFTA-menace-toutes-les-collectivites-locales-mais-elles-peuvent-le-refuser>
- <http://www.terraeco.net/Le-TAFTA-pour-les-nuls,60150.html>
- http://www.sciencespo.fr/opalc/sites/sciencespo.fr/opalc/files/Guy%20Mazet%20Le%20droit%20des%20investissements%20dans%20l%27ALENA_0.pdf
- <http://www.monde-diplomatique.fr/2013/11/WALLACH/49803>
- http://www.lemonde.fr/planete/article/2015/03/25/le-desherbant-roundup-classe-cancerogene_4600906_3244.html
- http://www.lemonde.fr/planete/article/2015/03/25/le-desherbant-roundup-classe-cancerogene_4600906_3244.html#4W2tKWTKIPUoqk2S.99
- <http://www.novethic.fr/empreinte-terre/agriculture/isr-rse/glyphosate-l-inquietante-cecite-des-agences-d-evaluation-143263.html>
- <http://www.novethic.fr/empreinte-terre/sante-environnementale/isr-rse/l-industrie-chimique-pilote-l-evaluation-des-risques-des-pesticides-qu-elle-produit-142819.html>
- <http://www.lafranceagricole.fr/actualite-agricole/pesticides-stephane-le-foll-n-interdira-pas-le-glyphosate-105360.html>
- http://www.lemonde.fr/planete/article/2015/04/23/la-commission-europeenne-veut-reformer-les-conditions-d-importation-des-ogm_4621446_3244.htm
- http://www.liberation.fr/societe/2015/06/14/royal-demande-aux-jardineries-de-ne-plus-mettre-en-vente-libre-le-desherbant-roundup-de-monsanto_1329401
- <http://www.metronews.fr/info/la-reponse-de-monsanto-a-royal-qui-veut-limiter-la-vente-du-roundup/mofolD8wX3AFcdLCo/>
- <http://tempsreel.nouvelobs.com/planete/20150615.OBS0783/segolene-royal-bannit-presque-le-roundup-la-politique-des-petits-pas.html>
- http://www.lemonde.fr/planete/article/2015/03/25/le-desherbant-roundup-classe-cancerogene_4600906_3244.html
- <http://tempsreel.nouvelobs.com/sante/20150321.OBS5179/le-roundup-le-pesticide-cancerogene-le-plus-repandu-dans-le-monde.html>
- <http://www.franceinfo.fr/vie-quotidienne/environnement/article/interdiction-du-roundup-segolene-royal-fait-encore-un-effet-d-annonce-692712>
- <http://www.la-croix.com/Actualite/Europe/Bruxelles-autorise-19-OGM-reactions-vives-en-France-2015-04-25-1306386>